

PATRICK BORD

REDRESSER LE PAYS,
C'EST SI CON ?



JE PEUX RÉPONDRE?

A ceux, courageux, qui auraient préféré rester en France ...

Voir la [Table des Matières](#)



Patrick Bord, HEC, a fondé et dirigé un groupe de consultants internationaux au Japon, en France et aux Etats-Unis. Depuis 2007, il se consacre à l'avenir de l'industrie automobile, au développement personnel et à l'économie politique.

Son précédent ouvrage, *Le Cours*, a été traduit en Anglais et adapté en bande dessinée.

Illustration par Damien Barban

Ouvrage provisoire distribué afin de recueillir votre avis et d'en améliorer le contenu

28/06/2013 F75749 pbordsarl@orange.fr 06 8513 4901 pbord.eu SGDL 2013-04-0315

Introduction

Je n'ai pas l'habitude de tutoyer mes interlocuteurs. Mais je vais te parler comme à mon meilleur ami, enfin presque : je suis mon meilleur ami.

Je vois bien que tu es excédé, les nerfs à fleur de peau. Tu as parfois l'impression que tout fout le camp. Tu penses travailler comme un fou, te serrer la ceinture. Tu as pourtant des fins de mois difficiles.

Autour de toi, tu estimes que ton entourage ne fait pas ce qui devrait être fait, ne te respecte pas. Ton patron te demande toujours plus mais ne te paie pas à la hauteur de tes efforts ni de tes résultats. Tes fournisseurs sont trop chers et ne respectent pas leurs engagements. L'administration te poursuit de ses exigences toujours plus nombreuses. Tu perds ton temps dans les embouteillages et les transports publics.

Et tu commences à avoir peur. Autour de toi, des amis, des collègues, des parents perdent leur emploi. Tu sens que ton employeur réagit moins bien dans la compétition internationale et face à la morosité des clients. Tu vois ce qui se passe ailleurs en Europe, en Grèce, en Espagne, en Italie...

Naturellement, tu te tournes vers ceux qui nous dirigent. Tu constates à quel point ils sont egocentriques, trop occupés à se faire aimer des médias ou à exister tout court. Tu compares leurs sorties médiatisées avec celles des émissions de télé-réalité et tu comprends qu'ils sont concentrés sur la visibilité dont ils profitent le temps de la saison.

Tu montes ton regard d'un cran, vers le président et le premier ministre. Tu cherches un message fort, une vision, un objectif clair, une ligne directrice qui soit visible à tous et susceptible d'emporter l'assentiment général. Mais tu ne vois rien. Tu ne voyais déjà rien avant, ni même avant. Tu te dis que le pays s'enfonce depuis 40 ans et qu'aucun chef d'Etat ne t'a jamais proposé une stratégie pour la France qui soit forte, consensuelle et crédible.

C'est d'ailleurs ton premier constat !

Attristants constats

Il y a eu 2011 et un début de campagne, les débats de la primaire socialiste. Tu t'es intéressé aux débats. Ce n'était pas inintéressant, mais pas convainquant. D'ailleurs, les candidats d'un même parti ne semblaient pas d'accord sur l'essentiel. Quel point commun entre le programme du candidat Valls et celui du candidat Mélenchon ? Comment trancher ?

Pendant ce temps, le président sortant et son gouvernement travaillaient sur des mesures susceptibles de réduire le déficit budgétaire. Mais quelle absence de conviction ! Taxer les sodas et réduire les niches fiscales : est-ce là une stratégie de redressement à la hauteur des enjeux et des espérances des Français ? Ou comment se décrédibiliser à quelques mois des élections.

Et puis tu n'as eu d'autres choix que de suivre la campagne qui s'anime à mesure que se rapprochent les élections. Un peu comme le foot quand on se rapproche de la finale, mais en moins ludique, même s'il y a un enjeu et du suspense.

Tu t'es posé toutes les questions :

- Un candidat propose-t-il un programme digne de ce nom ? Digne de ce pays ? A la hauteur des enjeux ?
- Ai-je envie d'adhérer à des analyses ? Des diagnostics ? Des solutions ?
- Ai-je envie de reconduire l'ancienne équipe ?
- Pourquoi pas un vote protestataire ?

Tu n'es plus très sûr de ton vote, d'autant que tu as voté pour l'un au premier tour des présidentielles, puis pour son adversaire au second tour et encore différemment aux deux tours des législatives.

Tu as vu François Hollande arriver, sans grand enthousiasme ni de ta part, ni de la sienne d'ailleurs. Et puis ses propos convenus, ses paroles de circonstances, ses promesses qui n'engagent que ceux qui y croient, ses prévisions fondées sur le seul aplomb de celui qui les profère. Et encore la colère de ceux d'en-face, la résignation des classes actives que l'on saigne

progressivement (le syndrome de la grenouille dans la casserole d'eau tiède sur le feu).

Bref, on est un an après l'élection. Les socialistes ont tous les pouvoirs. Il n'y a toujours ni vision, ni direction, ni cohérence des décisions et tu deviens vraiment inquiet des funestes effets de cette situation. Inquiet pour toi, inquiet pour tes proches, inquiet pour ton pays, inquiet pour l'Europe.

Tu as entendu le Président dire la solidarité de la France avec les autres pays européens qui se portent encore moins bien que nous. Mais tu as aussi entendu mentionner les montants dont on parle : pour chaque pays, environ une année pleine de Production Intérieure Brute ! S'il en est un qui fait défaut, notamment un gros comme l'Espagne ou l'Italie, quelle charge nouvelle par Européen ? Et comme tous ne pourront pas payer, quelle charge nouvelle par Français ? Et comme tous ne pourront pas payer, quelle charge nouvelle pour toi qui travailles encore et qui paies l'impôt sur le revenu ?

Ma promesse

Lire un livre, même concis comme celui-ci, mérite de recevoir une promesse claire de la part de son auteur.

La voici :

Moi, auteur de ce livre, je te promets un langage clair, simple, concis.

Moi, auteur, je te promets une voie qui s'impose par ses évidences.

Moi, je te promets que cette voie dessert les grands arbitrages que nos gouvernants sont appelés à faire.

Je te promets que, si cette voie est suivie, la France s'en portera mieux, rapidement et significativement, ainsi que sa population et celle de nos voisins européens et de nos partenaires, notamment ceux qui continuent à nous prêter.

Je te promets que cette voie te rassurera et ceux de tes proches qui sont aujourd'hui les plus inquiets.

Je te promets que cette voie n'est pas sectaire, que les élus, ministres, ceux qui sont susceptibles d'assurer leur relève, les candidats et les électeurs peuvent la soutenir. Elle est transversale aux couleurs politiques.

Je te promets la modération dans cette voie, avec des garde-fous, parce que le diable n'est pas seulement dans les détails, il est également dans la mesure et la décence.

Attends-toi quand même, si tu apprécies ce que tu lis, à devoir le partager. Car seul le partage de cette connaissance peut avoir des effets sur le pays, sa population, nos voisins, tes proches et toi-même.

La Direction

Je propose une direction pour l'action publique et le redressement du pays :

LA CREATION DE RICHESSE

C'est tout ?

C'est tout !

Mais c'est évident !

Oui, c'est évident ! Ça ne se justifie même pas !

On peut évidemment dire que ne sera redistribué que ce qui est d'abord créé. Mais la somme des avantages de cette voie dépasse bien largement tout ce qu'on peut en dire ici.

Bon, mais si c'est évident, on l'a forcément fait ?

Seulement partiellement ! Bien sûr, des mesures ont été prises, mais partielles, partiales, illisibles, incohérentes voire contradictoires avec d'autres, ne rassemblant pas de consensus, vues comme des cadeaux par les uns et des complications pour les autres.

Je n'en fais pas la liste ici mais le gouvernement nous les rappelle régulièrement.

Toutes ces mesures, prises depuis 40 ans, n'indiquent pas une direction claire. La force d'une direction, c'est précisément que les mesures qui en découlent s'épaulent les unes les autres en toute cohérence. Encore faut-il que la direction soit consensuelle, fasse sens, s'impose à l'intelligence individuelle et collective.

Et donc, tu vas maintenant nous dire comment on va avancer dans cette direction ?

Oui, c'est l'objet de la suite.

Les deux moteurs de la création de richesse

Depuis qu'il y a des économistes, on identifie deux principaux moteurs de la création de richesse. C'est mieux s'ils travaillent ensemble :

LE TRAVAIL ET LE CAPITAL

C'est tout ?

Non, ce n'est pas tout. Ce sont des conditions nécessaires, pas suffisantes. Chaque peuple a son niveau d'exigence en matière de cohésion sociale, ce que certains nomment, à tort, la justice sociale.

Ces deux moteurs ont besoin d'un lubrifiant qui se trouve être un environnement favorable : des règles du jeu claires et stables, une reconnaissance de leurs efforts et de leur contribution, une juste rémunération. Des valeurs!

Des valeurs ?

Une population se doit de développer ses talents. Mais, l'ayant fait, cette population doit permettre à ces talents de s'épanouir, faute de quoi ils végètent, sont gâchés. Ou alors, ils se délocalisent.

Les employeurs sont souvent des entrepreneurs. L'entreprise comprend de la prise de risque. Ce risque, il est assumé par les entrepreneurs et par les investisseurs. Il leur faut du courage, beaucoup plus que n'en a la moyenne de la population. Ce courage est productif. Le courage est une valeur qui mérite d'être reconnue, promue, récompensée.

Et puis il y a l'honnêteté. C'est une valeur essentielle et nous en reparlerons.

OK. Mais nos deux moteurs, on les décrète ?

Tu vas voir. On peut favoriser et défavoriser. C'est le sens des arbitrages dont nous parlerons également.

Redresser le pays, c'est si con ? Et tu me dis qu'on a pu passer à côté de tout cela ?

Oui, parce qu'une dérive de la démocratie, c'est la démagogie. Dans cette dérive, les gouvernants montrent les avantages à court terme mais cachent les inconvénients à long terme. Ils utilisent une phraséologie qui peut être trompeuse quand elle n'est pas carrément mensongère.

Tu peux illustrer ce que tu affirmes là ?

Oui. Je vais d'ailleurs te montrer comment marche le Grand Mensonge et comment, en l'explicitant, on peut à nouveau prendre des décisions fortes, pleines de sens et en toute visibilité.

Le Grand Mensonge

Le Grand Mensonge a consisté à introduire la notion de

CHARGES PATRONALES

Il s'agit des prélèvements obligatoires versés directement par l'employeur pour payer les charges sociales des salariés.

Au début, et avec la complicité des syndicats, nos gouvernants ont parlé de "complément de rémunération" pour payer les frais de santé couverts par la sécurité sociale, puis les retraites, puis les allocations familiales, puis l'assurance chômage, ...

Où se trouve le mensonge, si le complément de rémunération est payé directement par l'entreprise ?

Il se trouve au moins à trois niveaux.

Au premier niveau, le salarié ne voit pas cette partie de sa rémunération et il ne se soucie pas vraiment de ce qui en est fait. Il se trouve précisément que ce sont les partenaires sociaux qui gèrent ces sommes avec un net déficit d'utilité, d'efficacité et même de justice.

Au second niveau, le salarié pense naturellement qu'il est mal rémunéré parce qu'il ne voit que la partie "salariale" de son salaire. Il ne connaît pas, ne voit pas et ne s'intéresse pas à son "salaire total". Il se sent exploité par son employeur. Mais la vérité est que son salaire total est largement capté par les prélèvements obligatoires, ceux moins visibles versés par son employeurs et ceux, plus visibles, qu'il voit partir.

Au troisième niveau, le salarié ne voit pas que sa contribution est en fait un impôt de redistribution qui, en l'occurrence, sert à couvrir des besoins qui ne devraient pas directement le concerner et dans une proportion exagérée, loin de la simple décence.

Ce qui se passe en réalité :

Quand ton employeur te verse 1.000 euros de "salaire brut", il a, par ailleurs, cotisé 800 euros pour toi, au titre des droits dont tu pourras peut-être profiter (santé, retraite, famille, chômage, ...). Ton "salaire total" est donc de 1.800 euros.

Toi-même donnes 200 euros à ces mêmes organismes, défalqués sur ta feuille de paie. Puis tu t'acquittes de la RDS et de la CSG, environ 100 euros.

Et tu paies l'impôt sur le revenu. Compte tenu de ce que je crois être les revenus de ton ménage, une moyenne de 10%, soit à nouveau 100 euros. A ce point de ce calcul, ton employeur a dépensé 1.800 euros pour ta rémunération directe et indirecte (ton "salaire total") et, après les prélèvements obligatoires, il ne t'en reste plus que: $1.000 - 200 - 100 - 100 = 600$ euros, soit 33,3% ou encore le tiers du salaire total versé par ton employeur.

J'ajoute que ton pouvoir d'achat est également impacté par la taxe foncière, la taxe d'habitation (environ 25 euros par mois et par tranche de 1000 euros de salaire brut), les impôts indirects, notamment la TVA et la TIPP, d'une moyenne de 15% sur le TTC (17,6% sur le HT), soit encore 100 euros.

Au total, sur 1.800 euros de rémunération totale, l'Etat en aura prélevé 1.300 et toi tu en auras dépensé 500 qui vont aller dans le secteur marchand (nourriture, transports, chauffage, habillement, loisirs, ...), soit 27.7%.

Mais le secteur marchand paie également des impôts pour simplement continuer d'exister : les taxes qui ont remplacé l'ancienne taxe professionnelle, des taxes foncières, des impôts sur les bénéfices, des droits de timbre, de publication, d'enregistrement, ... dont la somme est rarement inférieure à 5% du chiffre d'affaires hors taxes, soit encore 25 euros par tranche de 1.000 euros de ton salaire brut.

Le secteur marchand au sens strict ne reçoit donc que 475 euros par tranche de 1.800 euros de ton salaire total, ou encore 26,39%. Etonne-toi donc de ne pas avoir les moyens de vivre confortablement malgré ton travail et tes talents.

Evidemment, ton employeur a payé un total de 1.800 euros (pour chaque 1.000 euros de salaire brut) chaque mois et c'est bien sur la base de ton

salaires total qu'il attend un retour de ta part au moins à ce niveau. Donc, même si tu te sens mal payé, tu dois quand même fournir un effort susceptible de lui laisser la marge qui justifie ton embauche.

Le Grand Mensonge fait que tu choisis d'en vouloir à ton employeur et de faire perdurer le système.

Maintenant que tu es informé et conscient du système qui ne te laisse que 26% de ta rémunération totale pour le secteur marchand, il existe une bonne nouvelle :

Si, assez facilement je dois dire, on te propose de réduire la somme des prélèvements obligatoires de 74% à 71%, tu gagneras plus de 10% en pouvoir d'achat puisqu'il te restera 522 euros au lieu de 468 euros par tranche de 1.000 euros de salaire brut (+11,5% exactement) ! En période de crise, ce n'est pas mal ! D'ailleurs, je n'ai pas l'intention de parler de restrictions, notamment pour les revenus du travail. Ce que nous allons voir.

Résumons (par tranche de 1.000 euros de salaire brut mensuel) :

Salaire total (coût salarial pour l'employeur)	1.800 euros
Cotisations patronales obligatoires	-800 euros
Salaire brut négocié par le salarié	1.000 euros
Cotisations salariales obligatoires	-200 euros
Salaire net après cotisations salariales	800 euros
RDS + CSG	-100 euros
IRPP (revenus de deux cadres) 10%	-100 euros
Taxes foncières et d'habitation	-25 euros
Revenu disponible à la dépense	575 euros
Impôts indirects sur ce revenu	-75 euros
Ce qui va au service marchand	500 euros
Autres prélèvements réglés par les prestataires	-25 euros
Reste au secteur marchand, net pour fonctionner	475 euros
Soit, en pourcentage du salaire total	26,39%

Arbitrages sur le Travail

Aujourd'hui, l'employeur d'un salarié ou le client d'un artisan n'achète pas que du travail : il achète aussi de l'oisiveté.

Oisiveté ?

La définition du dictionnaire pour oisif est : inactif, désœuvré, sans occupation. Je n'y vois personnellement aucune connotation péjorative. Dans mon propos, il s'agit seulement du fait de ne pas travailler quand on peut le faire.

Cela te convient-il ?

Quand tu utilises le mot juste ou quand tu le définis, ça me va.

Nos charges et nos impôts servent, aussi, à indemniser l'oisiveté.

La somme de ces indemnités, exagérées et mal gérées, pousse à solder sa retraite le plus tôt possible, à prendre des jours de maladie pas toujours justifiés par la nécessité, à profiter des périodes de chômage comme d'un rythme de confort entre les années de labeur, à faire grève à la moindre alerte sur les "droits acquis" ou à l'arrivée du printemps, à ne travailler qu'à temps partiel (saisonnalité ou intermittence généreusement payées), voire à ne pas travailler du tout quand la somme de toutes les aides peut donner un revenu suffisant à celui qui s'en contente ou qui complète au noir.

Tu veux arrêter tout ça ?

Non ! Tu te rappelles ? J'ai cité une baisse de 3% des prélèvements obligatoires. Je propose de les trouver sur les transferts qui sont faits aujourd'hui des revenus du travail vers les revenus de l'oisiveté. Les différents pouvoirs, l'exécutif, le législatif et les partenaires sociaux sont en permanence sollicités pour faire des arbitrages. Tout ce que je propose ici, c'est d'arbitrer progressivement vers une diminution des revenus de l'oisiveté au profit d'une diminution des prélèvements obligatoires portant sur les revenus du travail.

Tu me donnes des exemples concrets ?

Prenons les jours de maladie. Comment peut-on imposer trois jours de carence aux salariés du privé et revenir sur le seul jour de carence qui avait été imposé aux fonctionnaires ? Soit les jours de carence sont une bonne mesure en ce qu'elles responsabilisent un peu les salariés, soit ils sont néfastes pour n'importe quelles autres raisons. Donc soit on les maintient pour tout le monde, soit on les oublie pour tout le monde. Je parle ici d'une mesure de justice et de cohérence. Mais, puisque je propose d'arbitrer en faveur du travail et au détriment de l'oisiveté, je propose d'avoir trois jours de carence pour tous les salariés. C'est une mesure de justice, de cohérence mais aussi d'efficacité économique.

Et pour les retraites ?

Nous avons eu beaucoup de débats sur l'avenir des retraites. Il y a globalement trois pistes : augmenter les cotisations, retarder l'âge du départ à la retraite, diminuer le montant des pensions.

Je suppose que tu es opposé à l'augmentation du taux des cotisations, même sous forme de dixièmes de points de charges patronales ?

Exact ! Une telle formule consisterait à prélever plus sur les revenus du travail, pas moins. Donc, excluons-la !

Il nous reste le report du départ et la diminution du montant des pensions. Comment arbitres-tu ?

Je ne me sens pas obligé d'arbitrer entre ces deux mesures, bien que la première favorise nettement le travail par rapport à la seconde. Mais une mesure de justice serait déjà d'adopter un principe tel que "à cotisations égales retraites égales", pour tous les salariés et de mettre fin aux régimes spéciaux.

Je serais également tenté de laisser les retraités travailler, quand ils le souhaitent évidemment, sans même continuer à cotiser à un quelconque régime de retraite, sauf s'ils le souhaitent évidemment. Leur travail

supplémentaire remplira toujours les caisses des organismes sociaux et de l'Etat, en plus de leur assurer un complément de revenu. Plus de travail pour plus de création de richesses, pour tout le monde.

L'adaptation post-sarkosienne de son slogan "travailler plus pour gagner plus" ? Tu reviendrais donc aussi sur les 35 heures et les RTT ? Et le travail dominical ?

Il me semble qu'il faut absolument arrêter d'empêcher les gens qui le souhaitent de travailler. En même temps, je ne suis pas opposé à des postes qui soient à 80%, 75%, 66% et 50% d'activité, notamment pour les conjoints, les personnes âgées, les postes pénibles, etc.

Mais sur un mode individualisé, pas comme dans certaines conventions de salariés protégés où les employeurs ont dû accepter de verser des salaires inflatés à des salariés travaillant moins de 30 heures par semaine et faisant grève à la moindre tentative d'augmenter leur productivité : on appellera ça le syndrome des transports publics et des grutiers de Marseille.

Effectivement, tu devras continuer à faire l'éloge du courage en politique et dans les services publics.

Et il y a encore les arbitrages portant sur le chômage.

Je suppose que tu vas nous proposer de réduire les indemnités des chômeurs, également ?

Oui, mais pas n'importe comment ni à n'importe quel niveau. A une extrémité du spectre, tu as les vrais chômeurs qui ont beaucoup cotisé à ce qui est encore une assurance et ont vraiment besoin du temps et de l'aide personnalisée des régimes actuels pour retrouver un travail digne de leurs qualités. A l'autre extrémité du spectre, il y a les profiteurs qui exploitent le système social à fond et sans scrupule, souvent avec une bonne dose de complicité patronale, syndicale et administrative.

Tu te lances dans l'ostracisme ?

Non. L'économie n'a pas à être morale. Les profiteurs exploitent un système. Plutôt que de leur courir après et de les punir, je préfère changer le système.

Tu fais ça comment ?

Idéalement, j'aimerais privatiser le système d'indemnité du chômage et du retour à l'emploi, afin de pouvoir rémunérer l'ensemble de cette chaîne en fonction de sa performance. Après tout, ce n'est qu'une assurance !

En matière d'assurance automobile, également obligatoire, il existe des entreprises à but lucratif et des mutuelles, en pleine concurrence. Il existe des comparateurs de prix et de couverture. Chacun choisit ce qu'il pense être le régime le plus approprié chez l'assureur, dont le prix et la prestation lui conviennent.

Quelles seraient les effets de cette organisation pour l'assurance chômage ?

Les salariés se réapproprieraient toute la problématique de combien payer pour quelle assurance et quel accompagnement en cas de chômage. Il y aurait une optimisation des offres et une réelle motivation de tous les acteurs pour que les chômeurs retrouvent du travail bien rémunéré et rapidement. Les marges d'améliorations sont considérables.

Et comment filtres-tu les profiteurs ?

Comme avec les assurances automobiles, avec un régime de bonus-malus. Un régime universel d'assurance chômage ne permet aucune personnalisation des contrats. Au contraire avec des régimes diversifiés, un salarié qui a un historique devra négocier le montant de ses cotisations en fonction de son accidentologie pas toujours si accidentelle que ça. Il est temps de responsabiliser les comportements, les parcours, les départs négociés, etc.

Tu n'es pas en train de nous proposer une politique de droite ?

Avec la mondialisation, les pays vont devoir rapprocher leurs politiques économiques comme on rapproche par ailleurs les normes de sécurité, les standards électriques, les règles prudentielles des banques, etc.

Beaucoup d'Européens se déclarent en faveur d'un rapprochement encore plus systématique entre les politiques des pays qui partagent la monnaie unique, l'euro.

Je propose que les arbitrages qui seraient rendus par la France soient très officiellement comparés (les experts préfèrent le terme "benchmarkés") à ceux de pays comme l'Allemagne, le Benelux, la Scandinavie, le Royaume-Uni, la Suisse, le Japon, les USA, le Canada, l'Australie ... tous pays qui sont aussi riches que nous et dont les taux de chômage et de pauvreté sont comparables ou favorables. La politique économique de la France pourrait être portée sur un tableau comparatif et les politiques pourraient avoir à justifier de leurs écarts. Le propre du benchmark est de se rapprocher des meilleurs, dans chaque matière et chaque dimension afin de rester dans le peloton de tête et de progresser au moins aussi vite que nos voisins les plus exemplaires.

Je suis étonné que tu n'aies pas évoqué le SMIC !

Moi aussi ! L'existence du SMIC est une réalité qui dépasse, et de loin, les questions d'arbitrage entre le travail et l'oisiveté, bien qu'elle en soit au cœur.

Je suis convaincu que le SMIC a une profonde conséquence sur le chômage parce qu'il existe de nombreux actifs potentiels qui ne peuvent pas faire gagner les 3.000 euros par mois à leur employeur pour compenser leur salaire total chargé. Pour ces chômeurs forcés, le SMIC est une cause d'exclusion durable avec de lamentables conséquences sur ces personnes qui se sentent dépendantes, assistées, dévalorisées, désocialisées, sans perspectives pour elles-mêmes et pour leur famille, des contre-exemples pour leurs enfants, ... La douleur et le malheur pour ces personnes que l'existence du SMIC exclut dépasse, et de loin, les pauvres avantages d'un salaire minimum devenu un dogme stupide.

Et les Smicards sont aussi les principales victimes d'un système qui indemnise l'oisiveté à leurs dépens.

Comme la plupart des Français, tu considères que la justice sociale exigerait qu'on prélève plus sur les travailleurs aisés pour alléger cette douleur.

Mais, en tant qu'observateur de tout cet argent qui est prélevé et de ce qu'on en fait, je considère que c'est le système d'arbitrage qui est inefficace et excessif.

Je veux rappeler ici que si l'on diminue de 3% les prélèvements obligatoires qui pèsent sur les revenus du travail, on augmente le pouvoir d'achat des mêmes travailleurs de 10% !

Le SMIC est donc destructeur d'emplois !

Oui et aussi une cause majeure de la moindre création de richesses.

Le SMIC et les prélèvements obligatoires sont largement responsables de gâchis économiques dans les secteurs limités par la solvabilité des ménages.

Euh ... Oui, peut-être ... Je ne te suis pas immédiatement !

Quand les taux de prélèvements sont raisonnables, la division du travail permet aux prestataires spécialisés d'apporter un service plus efficace et moins cher que ne le feraient leurs clients. Mais il existe un seuil de prélèvement à partir duquel on assèche toute cette économie parce que le coût du travail dépasse de plus en plus ce qu'il est possible aux clients d'y consacrer avec le peu de revenu qui leur reste après les prélèvements obligatoires.

Soit le consommateur se prive de ces services, soit il se les rend à lui-même.

La conséquence en est qu'on prive l'économie de ces services, la collectivité de ces emplois, les caisses sociales et fiscales de ces cotisations.

Tu proposes donc de diminuer le SMIC ?

On peut regarder ce qui se passe ailleurs. Il me semble possible d'agir par dérogation.

Dérogation ?

Oui. Par exemple certains secteurs d'activité ou certains travailleurs non qualifiés.

Et comment tu t'y prends ?

Dès le moment où on introduit un système dérogatoire, il faut inciter ceux auxquels il est destiné à l'emprunter. Ceci signifie que les bénéficiaires de prestations pour non-emploi doivent être orientés vers ce système dérogatoire avec tous les éléments de l'incitation, carotte et bâton.

Il se pourrait même que l'on arrive, avec la diminution des prélèvements obligatoires, à faire progresser le pouvoir d'achat de ces "travailleurs pauvres" de beaucoup plus que les 10% évoqués il y a quelques minutes.

Tu as également cité les grèves ...

La France reste l'un des derniers pays où le droit de grève est aussi sacralisé. A ce niveau, ce n'est ni moralement ni économiquement acceptable.

Moralement, ce droit est en pratique réservé à ceux qui ont un réel pouvoir de nuisance. Paradoxalement, c'est parce qu'ils sont déjà beaucoup mieux protégés que la majorité des salariés qu'ils peuvent user et abuser de la grève comme moyen de pression.

Economiquement, la grève a souvent pour conséquence de bloquer le pays, ses travailleurs ou simplement des entreprises déjà fragilisées et qui n'ont pas besoin de ce boulet supplémentaire. Rappelle-toi les conflits à Air France ou, plus récemment, chez PSA à Aulnay-sous-Bois.

Mais, si les grévistes sont dans une position de force, comment comptes-tu limiter leur droit de grève ?

Il sera nécessaire d'utiliser conjointement plusieurs moyens : racheter ce droit, l'échanger ou le compenser, et l'éteindre.

Concrètement ?

Quand on a privatisé France Telecom, on a proposé des actions aux salariés, à un tarif très préférentiel. Une majorité de ces salariés sont devenus actionnaires et le recours à la grève en a été singulièrement limité.

Ce peut aussi être le choix d'un gouvernement de ne plus recruter de fonctionnaires avec le statut somme toute rigide qui les encadre, mais des contractuels. Et le contrat de ces nouveaux embauchés peut contenir des clauses de responsabilité concernant l'application du droit de grève (existence d'une raison majeure, prévention, anticipation, limite de la nuisance, service minimum, ...).

Tu t'engages aussi auprès des auto-entrepreneurs ?

La limitation du statut des auto-entrepreneurs réunit une somme incroyable des critiques qu'on peut faire en termes de politique économique. Sur les plans humain et social, la limitation traduit des choix extrêmement malsains. Je préfère garder ce sujet pour un propos que je pourrai développer. Heureusement, ces choix seront parmi les premiers sur lesquels de futurs dirigeants reviendront.

Bon, je comprends globalement comment tu t'y prends. Quel premier bilan tires-tu de tes propositions d'arbitrage ?

Beaucoup de spécialistes de l'économie dite sociale affirment que c'est le chômage qui est la cause du déficit croissant des régimes sociaux et des budgets publics. Ici, j'affirme au contraire que ce sont les mauvais arbitrages de confiscation des revenus du travail pour indemniser toutes les formes d'oisiveté qui sont la cause du chômage et des déficits publics. Et cette affirmation pourra être vérifiée dans les quelques semaines qui suivront les premiers arbitrages que je propose.

Promouvoir le Travail

Tu as conscience qu'une majorité de la population est complètement opposée à travailler plus ?

Oui, j'en ai conscience. Et oui, c'est malheureux.

Tu proposes quelque chose ?

Il existe un problème de culture à prendre en compte, qui n'est pas spécifique à la France. On peut accuser la malédiction faite par Dieu chassant Adam et Eve du Paradis Terrestre : "Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front." Ainsi vu, le travail est une malédiction divine dont nous devons nous affranchir. Mais, comme nous l'avons vu, certains qui s'en sont affranchis l'ont fait aux dépens de ceux qui travaillent encore plus.

L'expérience des républiques soviétiques peut nous éclairer. Les ouvriers agricoles détestaient le travail au kolkhoze mais se consacraient avec amour à leurs lopins de terre, lesquels produisaient près de 10 fois plus de valeur au mètre carré que les exploitations collectives.

Tu en tires quelle leçon ?

Je rapproche cette expérience soviétique des comportements vécus dans mes entreprises. J'entendais parfois des salariés dire que "ce travail particulier qui leur est demandé ne leur rapporte rien", signifiant que leur salaire ne paie que leur présence. Pour un résultat, il faut encore intéresser le salarié. Ce que j'ai fini par faire, avec d'ailleurs un certain succès.

Outre le fait que le lopin de terre génère des revenus qui vont intégralement à son exploitant, je comprends maintenant que ce lopin est surtout la zone "appropriée" du travail. C'est le grand avantage du droit à la propriété individuelle : il génère chez le propriétaire un sentiment de responsabilité qui protège le bien, le cultive et en valorise beaucoup plus les possibles fruits.

Dès le moment où les arbitrages donnent une part supérieure de leurs revenus à ceux qui les génèrent, l'intérêt pour leur travail augmente.

C'est juste un problème de rémunération ? Une question de chiffres ?

Non. Je voudrais ouvrir quelques pistes.

Me concernant, ma définition d'un bon travail, c'est "une activité utile, efficace et agréable". Je me suis toujours appliqué cette définition pour filtrer les priorités d'action et ça m'a plutôt bien réussi.

Je ne suis pas en train de dire que le travail ne comporte que des aspects agréables, mais il devrait être majoritairement agréable.

C'est bien d'avoir une telle définition quand on est son propre patron, mais pour les autres ?

Adopter cette définition pourrait être un engagement collectif.

En tant qu'indépendant, je souffre par exemple des trop nombreuses exigences de l'administration. La part de mon temps consacré aux tâches administratives est beaucoup trop importante et, évidemment, ce n'est ni la plus utile, ni la plus efficace, ni la plus agréable.

En tant que patron, j'ai profité de l'intéressement de mes collaborateurs pour leur redonner l'appropriation de leur travail, l'initiative dans la définition de leur offre, dans le choix de leurs clients, la sélection de leurs coéquipiers. Leur productivité s'est envolée. Je n'étais plus le "bad guy", celui qui donne les ordres et dévalorise ainsi ses collaborateurs. J'ai gagné sur les trois volets de ma définition et tout le monde s'en est senti mieux.

Tu crois que ça pourrait marcher dans la fonction publique ?

La fonction publique n'entretient pas la culture du résultat. Puisqu'il n'existe pas de sanction à sous-performer dans la fonction publique, ni pour les services ni pour les fonctionnaires, le résultat n'est pas aussi important et le besoin d'initiative n'apparaît pas de lui-même comme dans une entreprise privée.

C'est d'ailleurs une importante raison pour privatiser là où c'est possible.

D'autres suggestions pour promouvoir le travail ?

Je crois qu'il faut rappeler en permanence que le travail est un acte de confiance entre un employeur et son employé, entre un client et son fournisseur, entre un investisseur et l'entrepreneur investi.

La confiance est un sentiment qu'il convient de générer par le mérite. Quand la confiance a été générée par des promesses creuses, le retour de flamme peut être dévastateur et de long terme.

On dit qu'il n'y a pas de croissance économique sans confiance. C'est vrai au niveau macro pour ceux qui ont la chance d'avoir des bons dirigeants, mais c'est vrai également parce que c'est la somme de toutes les confiances méritées au niveau micro et qui permet de favoriser des relations de travail entre les acteurs économiques individuels.

Il existe donc une valeur travail ?

Elle est énorme ! Le travail permet de retrouver la confiance en soi, d'autant plus que le travailleur en maîtrise les paramètres. Toutes les expériences donnant plus d'initiatives aux travailleurs montrent le gain de satisfaction des travailleurs, l'augmentation de leur productivité, la meilleure implication et l'acceptation de travailler davantage.

Enfin, puisque ce chapitre suit celui sur l'arbitrage entre travail et oisiveté, les observateurs sont formels : les travailleurs sont systématiquement plus heureux que les assistés.

Ceux qui font du tourisme dans les "iles" l'ont expérimenté encore et encore. Ils ont visité des îles pauvres mais où les populations, non assistées, semblent heureuses. Ils arrivent ensuite en territoire français voisin, protégé par notre Etat Providence. Si le niveau de vie y est manifestement supérieur, le niveau de bonheur y est manifestement inférieur.

Il y a aussi des "maladies" du travail ?

La relation de travail est une science et un talent. Elle associe des acteurs qui ont à la fois des intérêts convergents, comme d'agrandir le gâteau, et divergents, comme de le partager. Ces acteurs ont aussi des personnalités différentes, les entrepreneurs étant presque pathologiquement

indépendants et les salariés acceptant au contraire les exigences de leur hiérarchie pour atteindre les objectifs de l'entreprise.

Ce qui peut réconcilier, au moins partiellement, ces différences, c'est la notion de décence. Certains patrons, heureusement minoritaires, feraient bien de prendre conscience de ce que leur niveau de rémunération, en comparaison de celui de leurs collaborateurs, est indécent et jugé tel par l'ensemble de l'opinion publique. Certains autres feraient bien de reconnaître la totalité des apports de leurs collaborateurs directs. L'indécence à s'approprier le travail des autres est aussi une importante cause de démotivation de ces salariés lésés et non reconnus.

Il existe aussi un intérêt certain à proposer aux travailleurs des prestations, payées par l'entreprise, pour favoriser la vie quotidienne des salariés : crèches, transports, parkings, ... La raison en est que ces salariés seront plus disponibles, plus motivés et que si c'est l'employeur qui prend à sa charge ces prestations, elles subiront une moindre dissolution par prélèvements obligatoires, comme je l'ai montré précédemment.

Enfin, je veux mentionner ici une cerise sur le gâteau, c'est la socialisation de la vie en entreprise. Le préalable à cette socialisation est souvent que les salariés y sont d'abord reconnus pour leurs résultats. Une fois ce préalable mis en place, l'entreprise peut se mettre à choisir, comme le font les Japonais depuis déjà une trentaine d'année, en priorité des salariés "sympas", ceux avec lesquels on a envie de tisser des liens de coopération, de respect mutuel, de solidarité et d'agrément dans les activités partagées.

*Je crois t'avoir compris sur les contributions au développement du travail.
J'aime bien ta démarche mais ... il y a du travail.
Ce n'est pas que je m'ennuie, mais tu vas maintenant me parler du capital?*

Oui ! Le capital, c'est maintenant !

Arbitrages sur le Capital

Tu disais en introduction que le capital est l'autre grand moteur de la création de richesse ...

Effectivement. Il finance la recherche, l'initiative, les outils de production puis les outils de la productivité, l'expansion nationale des entreprises et l'expansion internationale, beaucoup plus coûteuse, la flexibilité face aux crises et, enfin, la hausse des revenus.

Enfin, pour toute une frange de la population, le capital assure un complément de revenu, bienvenu en cas de coup dur, d'opportunité ou face à la retraite jugée fragile dans la durée.

Tu es en train de me dire qu'il ne faut pas taxer le capital ?

Je veux te faire une proposition beaucoup plus nuancée concernant la fiscalité du patrimoine.

On ne taxe pas la résidence principale parce qu'une majorité de Français y seraient hostiles, et aussi parce que c'est le principal élément de patrimoine de nos élus.

Tu rigoles ?

Pas seulement. Si nos élus comprenaient mieux l'économie, ils y investiraient une plus grande part de leur épargne.

Réciproquement, s'ils investissaient une plus grande part de leur épargne dans l'économie, ils la comprendraient mieux et prendraient de meilleures décisions pour la croissance, les entreprises et l'emploi.

En matière de fiscalité du patrimoine, le rôle de l'immobilier de rapport est d'héberger des familles ou des activités professionnelles. Il est utile à l'économie et au bien-être des Français.

Les valeurs mobilières, elles, se trouvent dans les banques où elles sont majoritairement réutilisées pour consentir des prêts aux entreprises ou aux ménages. Voici encore qui est utile à l'économie et au bien-être. Ou elles sont prêtées directement par le biais de souscription d'obligations. Mêmes avantages. Ou encore elles sont investies dans les fonds propres

des entreprises, les actions de sociétés cotées ou les parts sociales de SARL. Là, elles sont encore plus utiles à l'économie.

Comme tu le vois, je ne suis pas favorable à la taxation du capital.

Tu avais pourtant proposé une nouvelle taxe, la taxe Bord ?

J'ai pourtant proposé une nouvelle taxe, uniquement assise sur la valeur du terrain constructible, qu'il soit ou non construit. Le nom que j'ai proposé est "Taxe sur le Foncier Constructible", ce qui est plus long que Bord, mais se comprend mieux. Une fois bien décrite et expliquée, on la désignera probablement sous le nom de TFC.

Tu m'en rappelles rapidement les avantages ?

Les avantages de la TFC sont longuement exposés dans un précédent livre, "Le Cours".

Succinctement, j'expose que cette taxe présente beaucoup d'avantages et peu d'inconvénients par rapport à d'autres impôts qu'elle est par conséquent susceptible de remplacer profitablement pour l'économie et pour l'Etat.

Les moindres inconvénients sont nombreux : elle génèrera d'importantes ressources, de l'ordre de 40 milliards d'euros en année pleine dès la troisième ou la quatrième année ; elle est socialement acceptable ; elle ne quittera pas le pays ; elle ne porte ni sur les revenus du capital ni sur les revenus du travail et ne ponctionne donc pas l'activité économique ; elle n'est pas déclarative et ne génèrera donc pas de fraude ni de coût spécial à son recouvrement ; elle peut être payée immédiatement ou de façon différée afin d'éviter "le syndrome de l'agriculteur de l'Ile de Ré".

Les avantages sont également très significatifs : elle incitera fortement les détenteurs de foncier peu, pas ou mal exploités à revoir les conditions d'exploitation ou à vendre à des promoteurs plus capables et plus ambitieux ; elle diminuera ainsi le prix des terrains constructibles, notamment dans les zones les plus prisées, diminuera le prix final de la construction neuve, ainsi que le prix des infrastructures publiques (voies, mairies, hôpitaux, écoles, ...), et donc également le prix des loyers ; elle favorisera un rafraîchissement permanent de l'urbanisme en fonction de l'évolution des besoins ; elle permettra au secteur de la construction de

passer de 10% à 13% dans l'économie, soit un gain de croissance de 3% ; elle résoudra une fraction importante du problème du logement et pourra constituer une péréquation tant recherchée entre les budgets des communes riches et les budgets des communes pauvres.

J'ajoute que, du point de vue du budget de l'Etat, la mise en place de la TFC permettrait d'échanger 40 milliards de dépenses contre 40 milliards de recettes avec de meilleurs effets sur l'offre de logement et une plus grande justice dans la distribution de cette offre.

Tu as argumenté tout ceci dans "Le Cours" ? Bravo !

Si tu ne veux pas taxer le patrimoine, en dehors des terrains constructibles, comment envisages-tu la fiscalité sur les revenus du capital ?

Je comprends ceux qui veulent taxer les revenus du capital et la France n'est probablement pas mûre pour abandonner cette fiscalité.

J'y vois pourtant deux limites qui sont injustes et contreproductives.

L'inflation est un coût pour l'investisseur. Imposer une plus-value qui compense juste l'inflation est une confiscation. Au minimum, le législateur doit prévoir un abattement au moins égal à l'inflation sur le capital investi.

Le risque est également un coût pour l'investisseur. Si cette notion est difficile à comprendre au niveau d'un individu, reportons-nous aux tables de risques des assureurs qui exigent des primes significatives pour couvrir les risques de nos différentes activités ou liés à notre santé ou portant sur nos biens. Le risque de l'investisseur est rarement inférieur à 2%. Lorsque l'investissement est fait en fonds propres d'entreprises cotées, il est de l'ordre de 4% et lorsqu'il est en fonds propres d'entreprises non cotées, il faut prendre en compte un risque supplémentaire lié à l'illiquidité (difficulté à revendre quand on le souhaite et absence de prix de marché de référence) d'au moins 3%.

Tu es conscient que ces abattements sur l'inflation et le risque vident la fiscalité sur les revenus du capital de tout potentiel.

Bien sûr. Le problème de ceux qui s'accrochent à cette fiscalité quasi-confiscatoire des revenus du capital, c'est qu'ils découvriront trop tard que cette fiscalité est dissuasive, qu'elle pousse à la hausse le coût du

capital pour les entreprises, qu'elle attaque la compétitivité de l'économie française, qu'elle vide l'assiette de ces impôts puisque l'épargne s'investit moins.

Tu peux illustrer la perte de compétitivité ?

Prends l'exemple de Peugeot ces dix dernières années.

L'entreprise n'a pas reçu tous les investissements dont elle aurait eu besoin. Ma thèse sur cette affaire est que la Famille a préféré diversifier ses actifs que de s'engager plus complètement dans l'entreprise PSA dont elle veut néanmoins garder le contrôle.

Par rapport aux autres constructeurs automobiles dont l'actionnaire est familial dans le monde, PSA est devenu le moins rentable et le plus vulnérable.

Si PSA avait gardé l'essentiel de ses bénéfices lors des années grasses, il aurait fait plus d'innovations, serait monté en gamme plus rapidement et plus efficacement, il aurait plus investi en productivité, il se serait diversifié géographiquement vers les pays plus porteurs comme il finit par le faire trop tardivement, trop lentement et à grand frais parce que les places sont déjà prises.

Si un jour PSA perd son indépendance et passe sous pavillon étranger, comme c'est arrivé à d'autres constructeurs (Jaguar, Rover, Volvo, Saab), l'absence d'investissement en fonds propres en aura été l'une des causes majeures.

Beaucoup d'autres entreprises françaises, dont certaines prometteuses, sont maintenant fragilisées par la difficulté de leur accès au financement. Et comment blâmer les banques de ne pas financer en prêts des entreprises prometteuses mais fragilisées ?

Tu as donc un mot à dire pour les entreprises ?

Oui. J'y arrive.

Les entreprises

Tout le monde ne le ressent évidemment pas de la même façon, suivant sa place dans l'entreprise ou en dehors.

L'entreprise est une formidable aventure humaine. Au départ, il y a une ambition individuelle ou collective, rarement plus de quelques personnes. Généralement, ces fondateurs doivent transmettre leur ambition et leur enthousiasme à quelques investisseurs qui porteront le risque principal, celui de montrer la faisabilité, de définir et construire les prototypes, de convaincre les premiers clients, d'observer et analyser les résultats, de définir et faire construire la ligne de production, de créer ou prendre le marché.

Les risques d'échecs sont considérables pour ces nouvelles entreprises. D'autant que, si elles réussissent, elles seront rapidement imitées par des concurrents, parfois plus gros, plus forts, mieux implantés, plus riches et avec plus de ressources, et parfois plus jeunes et plus petits mais ayant fait l'économie des phases initiales puisqu'elles sont dans l'imitation et donc avec un coût du capital moindre.

Bref, tu me dis que les entreprises sont comme la vie ?

C'est cela même. Une vie, c'est fragile. Mais la vie, en général, trouve de merveilleuses possibilités d'adaptation et vient à se développer dans les endroits les plus improbables : le bitume et le béton, les profondeurs marines, les milieux d'où l'air est absent...

C'est quoi, ton analogie ici ?

Elle est double. Si l'Etat parvient à détruire les entreprises officielles par la masse des impôts qu'il prélève sur tous les agents économiques, des entreprises officieuses continueront d'exister, par force, mais au black, comme en Italie ou en Grèce. C'est l'Etat qui fera faillite. Ce qu'il aura le plus voulu protéger sera ce qui deviendra le plus exposé. Un excès en remplaçant un autre, on héritera probablement d'un régime ultra-libéral.

Le scénario catastrophe. Tu l'évites comment ?

En n'oubliant jamais de favoriser la création et le développement des entreprises.

En pensant toujours qu'un patron mérite le respect, non seulement pour son apport à la collectivité locale et nationale, non seulement parce qu'il assume des risques dont d'autres se débarrassent, mais aussi et surtout parce qu'il est quelqu'un de responsable. C'est d'ailleurs ce qui le différencie d'autres populations susceptibles de fort mieux gagner leur vie, comme certains artistes et sportifs de haut niveau.

Tu défends les patrons voyous ?

Pour avoir été patron, je peux te dire qu'il n'y a pratiquement pas de patrons voyous dans l'économie réelle. Sans être parfaits, la plupart des patrons que j'ai connus sont d'abord au service de leur entreprise, de leurs clients, de leurs équipes et de leurs actionnaires. Il leur arrive d'être arrogant et leur échec devient alors probable. Il leur arrive surtout d'avoir à concilier l'inconciliable, à faire face à des situations difficiles comme la conjoncture, des défauts de paiement, la perte de clients ou de cadres essentiels, le harcèlement administratif ou la demande de corruption de ceux qui distribuent l'argent public, etc.

Tu n'as pas dit qu'il existe probablement moins de tricheurs chez les patrons que chez les sportifs et qu'ils n'ont pas majoritairement quitté la France.

Non. Je ne l'ai pas dit.

Mais la finance est régulièrement montrée du doigt. La pression politique pour mieux encadrer les banques conduit à un alourdissement considérable des activités bancaires. Tu as une opinion sur le sujet ?

L'activité bancaire est essentielle pour l'économie. Elle doit rester utile et efficace, donc simple et fluide. Je ne crois pas à un excès de réglementation pour limiter sans dégât collatéral les risques pris par les banques en général et les banques d'investissement en particulier.

Il faut rappeler sans cesse que les banques d'investissement sont une nécessité et que nous ne devons pas laisser partir cette activité hors de France.

Alors, plutôt que de compliquer et ralentir le travail des banquiers selon un schéma administratif arbitraire et tatillon, je propose de responsabiliser les mandataires sociaux.

Je propose en fait que puissent être partiellement dérégulées les banques dirigées par des commandites personnelles, par des patrons qui perdront l'intégralité de leur patrimoine personnel en cas de défaut de la banque.

Le monde entier s'est indigné de voir les patrons de quelques entreprises financières en faillite partir avec des millions de dollars d'indemnités. Je propose que le monde entier adhère au principe que les patrons des banques ruinées seront également ruinés.

Il me semble proposer ici quelque chose de juste, d'utile et d'efficace pour prévenir les excès dans la prise de risques par les banques.

S'il est important d'optimiser la création de richesses, il est tout aussi important de ne pas laisser détruire ces richesses par un excès d'égo, de cupidité, de déni des risques, de laxisme dans les contrôles, etc.

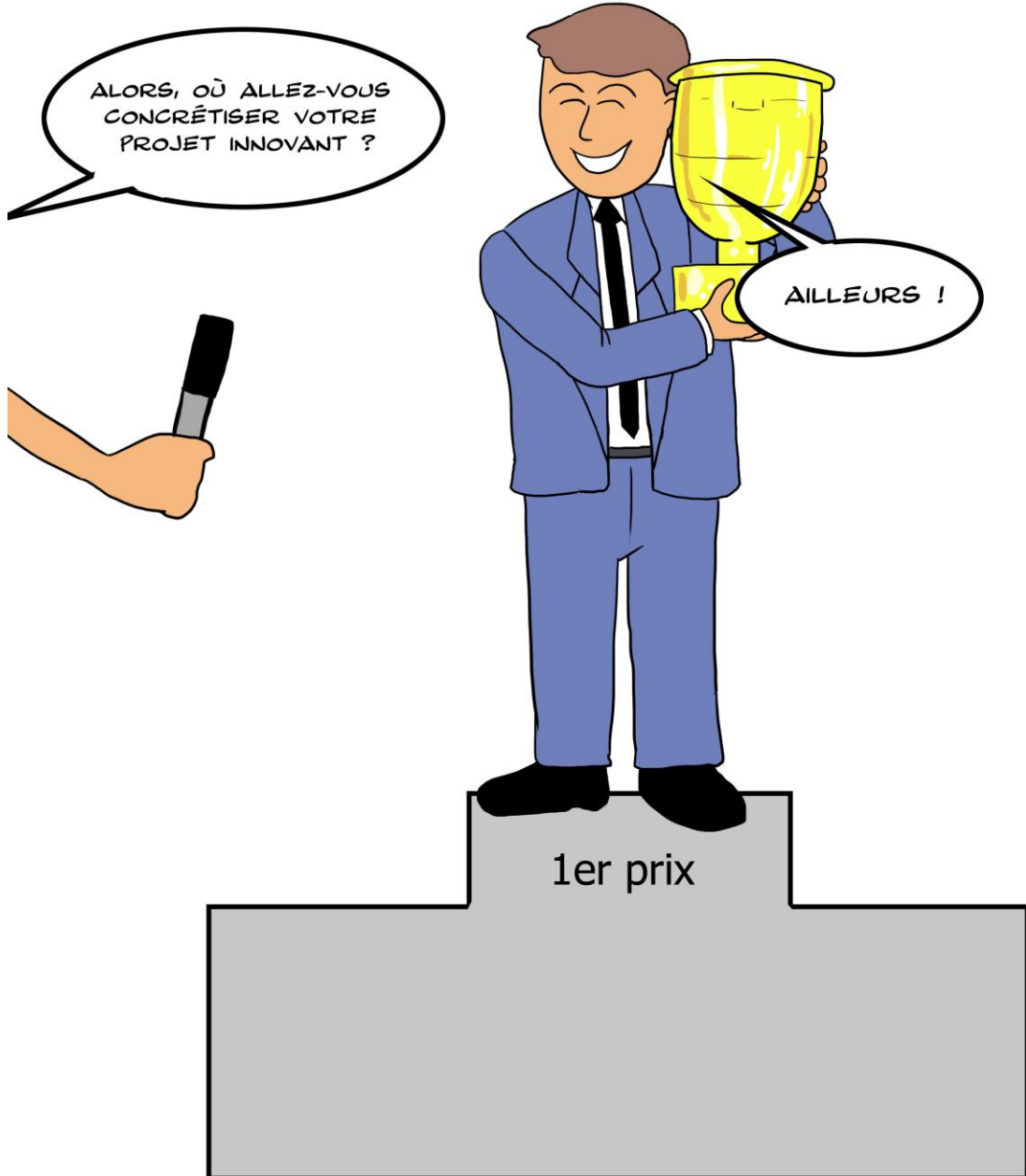
Effectivement.

Tu avais mentionné des moteurs secondaires à la création de richesses.

Oui. Merci de m'avoir suivi dans mes propos.

Des qualités, des valeurs. C'est maintenant.

CONCOURS D'INNOVATION



Le Talent, le Courage, l'Honnêteté

Tu dis parfois que l'économie n'a pas à être morale et tu t'apprêtes à me parler de qualités et de valeurs ?

Il faut savoir ce que l'on veut. Les Américains sont des gens pragmatiques qui affirment que "on obtient ce que l'on récompense et on éloigne ce que l'on punit".

La France s'est montrée très généreuse avec certains immigrants qui sont encore chez nous sans papiers. La liste de leurs droits doit forcément rester cachée pour continuer à exister. Comment faire pour qu'ils contribuent, eux aussi, à la création de richesses ?

Inversement, la France fait fuir non seulement des riches, mais aussi des talents. Les talents reconnus sont évidemment plus voyants que les jeunes talents en développement : des ingénieurs, des entrepreneurs, des investisseurs, des designers, des artistes, des sportifs, ...

Avoir du talent justifierait d'être exonéré d'un effort de solidarité ?

J'ai mentionné les notions de mesure, de décence.

Tu te souviens que la part du salaire total qu'un cadre moyen peut consacrer à l'économie marchande est de l'ordre de 26%, les prélèvements étant de près des trois quarts. Dans n'importe quel autre pays libre, ce taux serait qualifié de confiscatoire. En France, également.

Pour ces talents, surtout après leur confirmation, l'addition peut être encore plus lourde, surtout s'ils disposent d'un capital qui sera, en plus, imposé à l'ISF. Il ne s'agit pas que de l'impôt, mais de l'ensemble des prélèvements obligatoires.

Beaucoup de talents ont des carrières courtes. C'est notamment le cas des sportifs. Selon qu'ils résident en France ou dans un pays voisin, ils pourront se retirer avec une fortune doublée, voire triplée.

La fuite des talents pose aussi un autre problème, celui de l'exemplarité. Un talent qui s'épanouit plus vite à l'étranger qu'en France donne un message fort à une partie de la population, surtout les jeunes. Ce n'est pas sain. La France doit impérativement montrer qu'elle sait garder les meilleurs, les facteurs de réussite, les vecteurs d'influence, en les

reconnaissant et en en faisant des exemples susceptibles d'entraîner les autres, non pas à réussir ailleurs mais à réussir ici.

Tu fais partie de ceux qui estiment que la communication politique actuelle tape sur tout ce qui réussit ?

Oui. C'est vrai de la communication. Regarde la déclaration de patrimoine des ministres. "Plus pauvre que moi tu meurs." Etre un élu pauvre est devenu un gage de moralité. Alors que, compte tenu de leurs niveaux d'éducation, de responsabilité et de rémunération, ce devrait être un signe de connerie.

C'est surtout vrai de l'attitude sanction. Trop de Français pensent que l'économie ressemble à la chimie de Lavoisier. "Rien ne se crée, rien ne se perd." Si tu as gagné du bien, c'est que tu en as privé quelqu'un d'autre. C'est pour cela qu'on te taxe à ces niveaux indécents. Ces Français nient implicitement la création de richesse. C'est cela qu'il convient de changer.

Tu as aussi parlé du courage ?

Beaucoup de Français n'en manquent pas. Pour certains, c'est dans leurs gênes. D'autres ont été formés pour ça. D'autres encore trouvent le courage dans la solidarité collective qui permet d'avancer bien escorté.

Et puis il y a le découragement. J'en ai observé beaucoup.

J'ai obtenu une explication, l'autre jour, par le directeur d'une école de commerce devant un aréopage de parlementaires et d'entrepreneurs.

"Les courageux peuvent faire le parcours du combattant. Nos étudiants sont formés pour cela et ils passent l'épreuve haut la main.

Ce qu'ils ne supportent pas, ce qu'ils ne supportent plus, c'est de se voir chargés de boulets toujours plus nombreux et toujours plus lourds.

Ils ne peuvent plus avancer."

Les politiques et l'administration doivent faire attention à ce syndrome, parce que les meilleurs sont aussi les plus mobiles.

Le choc de simplification annoncé par le Président va dans le bon sens ?

Il est trop tôt pour le dire. Mais l'intention est bonne. Le chantier est gigantesque et il ne va pas dans le sens naturel d'une hyper-

administration souhaitant garder ses prérogatives. Je ne vends donc pas la peau de l'ours.

Il nous reste à évoquer l'honnêteté ...

La comparaison entre la France et ses voisins montre une inquiétante dérive des lois, des pratiques et des décisions de justice.

Tu es la victime d'une fraude grave. Le fraudeur sera condamné à rembourser, voire à de la prison avec sursis. Mais, une fois la période de probation passée, rien n'est prévu pour effectivement obtenir le remboursement de la somme volée.

Tu es le loueur d'un locataire qui se montre de mauvaise foi. Il pourra continuer de vivre chez toi éternellement s'il montre sa "bonne volonté" en ne te payant que le dixième du loyer convenu.

Tu constates tous les jours des abus du bien public, des tricheries, des laxismes, des certificats de complaisance, des incitations à profiter du système, des actes de corruption, du clientélisme, des pratiques d'intimidation, ...

On te montre une émission sur les "curiste vacanciers", ceux qui se font rembourser leurs vacances par la Sécurité Sociale grâce à un certificat de complaisance. Tu vois que ça dure depuis des années parce que le système est bien rôdé, que ça coûte une fortune, que les complicités sont à tous les niveaux de la chaîne de santé ... et que rien n'est fait. Il suffirait évidemment que la Sécurité Sociale envoie un contrôleur dans ces centres de cures pour vérifier la justification des remboursements consentis pour que les abus diminuent rapidement et significativement.

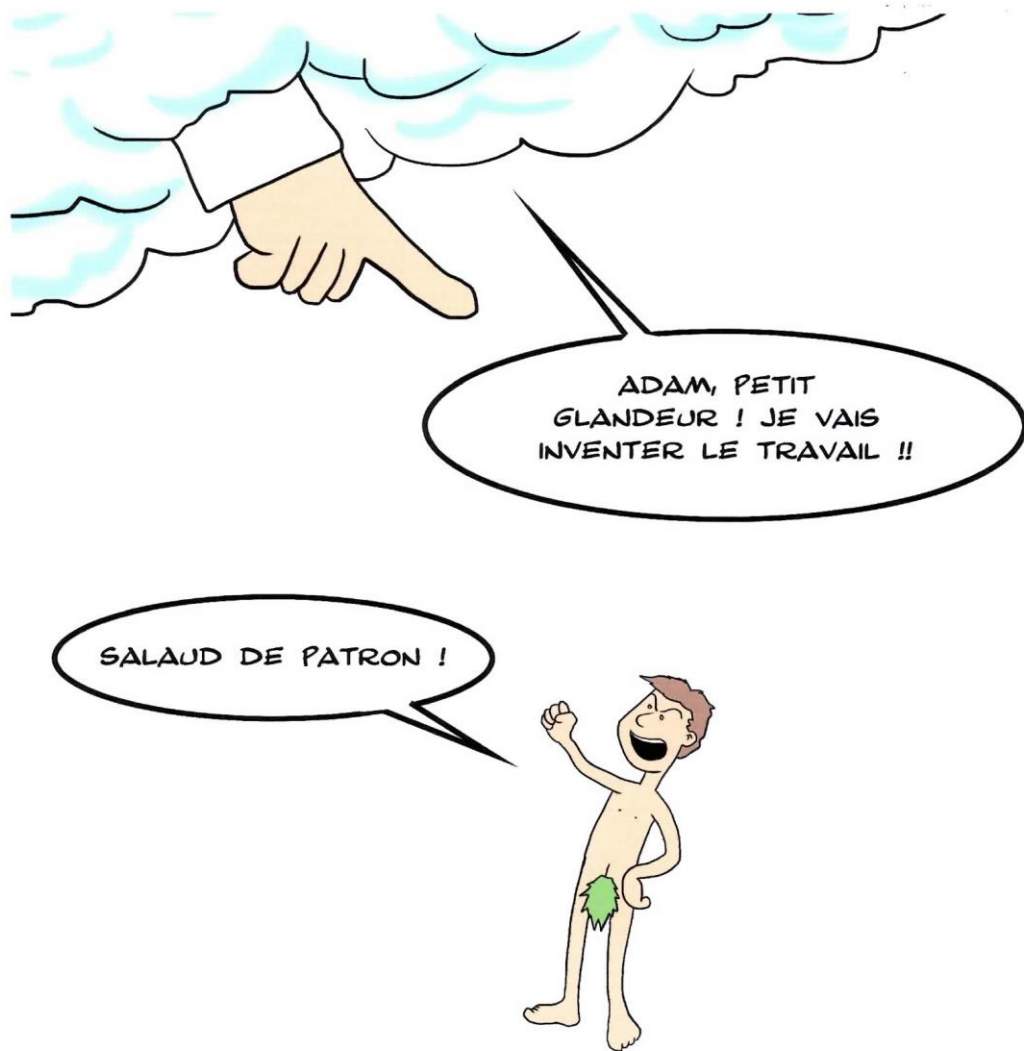
On t'annonce que le Comité d'Entreprise d'Air France est en redressement judiciaire à cause des détournements au profit des dirigeants. Quelqu'un sera-t-il poursuivi ?

Une récente enquête indique que le revenu moyen d'un locataire de logement social (aidé) est supérieur au revenu moyen des Français ! Comment ne pas soupçonner le clientélisme dans l'affectation de ces logements qui sont un avantage considérable pour leurs bénéficiaires ?

Le plus grave, cependant, est de constater que le fraudeur peut se présenter aux plus hautes responsabilités de l'Etat. A l'énoncé des responsables politiques qui ont déjà été condamnés à des peines de

prison, avec sursis certes, on ne peut pas s'empêcher de penser que le corps social pourrit par la tête.

Au moment où j'écris ces lignes, on annonce que le Syndicat de la Magistrature affiche dans ses locaux un "Mur des Cons" dont les photos représentent essentiellement des élus de droite. Même si ce mur n'est qu'un symbole, quel symbole ! Et, ensuite, comment ne pas récuser les magistrats de ce syndicat au titre de leur sensibilité politique ?



Et maintenant ?

Finally, tu te révoltes ?

Oui et non ! Voici l'enjeu ! Soit j'ai réussi à te convaincre qu'on peut encore faire quelque chose avant la chute, ensemble nous devons en convaincre d'autres et encore d'autres jusqu'à ce que la solution soit adoptée et que le pays rebondisse progressivement et de plus en plus vite.

Soit ?

Soit nous ne convainquons qu'une minuscule frange de la population ... pas suffisamment pour amender le système.

Le chômage et la pauvreté augmenteront. Nous rattraperons dans ces deux domaines l'Italie et l'Espagne.

Une faillite vertueuse permettrait à un gouvernement de coalition de tout remettre à plat dans ce qui serait quand même un système plus libéral et moins administré. C'est ce qui est en train de se faire dans les pays qui ont sainement réagi au plus fort de leur crise : Islande, Irlande, Lettonie, ... Avant eux, l'Allemagne, le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande, la Suède, ...

Une faillite perverse créerait le désordre, la violence sociale, la destruction massive de richesses, la déstructuration du corps social, le départ massif des riches et des talentueux, ... avant qu'un pouvoir fort ne reprenne le pays en main comme c'est généralement le cas après une révolution.

Que réponds-tu à Monsieur Mélenchon qui propose de faire acheter nos dettes par la Banque Centrale Européenne ?

Que sa proposition ne peut être qu'un outil, parmi d'autres. Que cet outil ne peut être utilisé qu'à bon escient. Que si on laisse aux politiques la commande de la planche à billets, nous nous retrouverons collectivement dans la situation de l'Allemagne jusqu'à l'arrivée d'Hitler. Que l'on doit commencer par responsabiliser tous les acteurs de notre économie avant

d'avoir recours à une solution dont l'histoire nous a montré les effets pervers.

Je veux revenir sur un point : tu as bien démontré l'immense déséquilibre entre le salaire total payé par l'employeur et la minuscule part qui reste au salarié pour ses achats au monde marchand. Comment expliquer, qu'avec de tels prélèvements, les diverses composantes (budget de l'Etat, collectivités, régimes sociaux, retraites, ...) soient en déficit croissant ?

C'est une bonne question ! Tu te souviens du grand principe des Américains pragmatiques : tu obtiens ce que tu récompenses et tu évites ce que tu punis.

A ces taux de prélèvements, tu punis le travail et l'investissement. Cet argent que le système leur a pris récompense l'oisiveté sous toutes ses formes.

Il vient un moment où les électeurs qui vivent de l'argent public sont plus nombreux que ceux qui gagnent leur vie par le travail et/ou l'investissement dans le secteur privé. Les Américains appellent cela une démocratie assistée, dont il devient de plus en plus difficile de sortir.

Si je te comprends bien :

Ta ligne directrice, c'est la création de richesse

Ta stratégie tient en 3 points :

- 1) arbitrer progressivement mais fermement vers plus de travail et moins d'oisiveté,*
- 2) favoriser l'apport de capital là où notre économie en a le plus besoin, c'est-à-dire dans le capital des entreprises, et*
- 3) promouvoir ta définition du travail "utile, efficace et agréable" auprès de tous, en commençant par les partenaires sociaux.*

Les moyens, tu les trouves en économisant progressivement les subventions à l'oisiveté. Comme tu as démontré qu'une faible correction des abus et des gâchis (3%) peut avoir de grosses conséquences sur le pouvoir d'achat de ceux qui travaillent (11,5%), tu peux te permettre de réduire à la marge, sans rigueur et sans dresser les populations les unes contre les autres.

Merci pour cet échange. Moi, je me sens déjà mieux !

Table des Matières

Lien	Référence Livre
<u>Introduction</u>	page 3
<u>Attristants constats</u>	page 5
<u>Ma promesse</u>	page 7
<u>La Direction</u>	page 9
<u>Les deux moteurs de la création de richesse</u>	page 11
<u>Le Grand Mensonge</u>	page 13
<u>Arbitrages sur le Travail</u>	page 17
<u>Promouvoir le Travail</u>	page 25
<u>Arbitrages sur le Capital</u>	page 29
<u>Les Entreprises</u>	page 33
<u>Le Talent, le Courage, l'Honnêteté</u>	page 37
<u>Et Maintenant</u>	page 41
<u>Sur le travail de l'auteur</u>	absent

Sur le travail de l'auteur

L'économie est une science humaine qui traite, notamment, de la création des richesses et de leur distribution physique.

La politique est une autre science humaine qui traite, notamment, de la redistribution de ces richesses (transferts sociaux).

On voit bien que certains pays n'arrivent pas facilement à réconcilier ces deux domaines au sein d'une troisième science qui n'est pas seulement une synthèse des deux autres. D'où nos blocages, en France mais aussi dans bien d'autres pays confrontés à des problèmes similaires.

Comme je l'ai écrit dans "[Le Cours](#)", je souhaiterais que "l'économie politique soit l'art de proposer aux électeurs des modèles de société susceptibles de leur convenir et les moyens pertinents pour y arriver ; on sait que ce dont il est question ici, c'est la production et la répartition des richesses."

Mon principal diagnostic est que peu de personnes ont une vision claire des grands ressorts communs à la politique et à l'économie.

Les principaux problèmes et les principales solutions sont éludés : plus c'est énorme et moins on en parle ! Et, si vous lisez mes [billets quotidiens](#), vous le constatez tous les jours !

Beaucoup de sujets ne peuvent être abordés faute de courage politique, mais aussi parce que le rapport de force n'est pas favorable à celui qui veut réformer. Pour rétablir un rapport de force favorable, il va falloir utiliser de beaucoup de pédagogie.

Quelle que soit la qualité de cette pédagogie, elle se déverse sur un terrain aride en temps normal d'économie plus ou moins maussade. "No one would listen" pour paraphraser un récent livre américain sur Madoff. Une débâcle soudaine, violente, avec

ses effets ressentis sur chacun, fera le même effet que les fortes pluies de la mousson sur le sol desséché : elle permettra à notre pédagogie d'exister, de pénétrer les esprits, de favoriser les réformes, simplement parce qu'il n'y aura pas d'autre choix.

C'est ainsi que je vois notre avenir possible et c'est dans cette perspective que je travaille.

Je mets ce travail à votre disposition.

Vos encouragements et votre aide me seront précieux.

Patrick Bord